



De g. à dr., Stéphane Theurillat, ministre jurassien, Nathalie Fontanet, conseillère d'État genevoise, Christelle Luisier, présidente du Conseil d'État vaudois, et Andreas Behr, secrétaire général de la CGSO, lundi lors de la conférence de presse à Lausanne. Keystone/Salvatore Di Nolfi

«Seule la SSR a la vocation de créer du lien entre les régions»

Scrutin du 8 mars Les gouvernements de Suisse occidentale se mobilisent contre l'initiative populaire pour une redevance de 200 francs.

Renaud Bournoud

Les Exécutifs cantonaux romands sont «fermement» opposés à une réduction de la redevance qui finance la SSR. La minorité francophone aurait beaucoup à perdre en cas d'acceptation de l'initiative populaire «200 francs, ça suffit!» soumise au peuple le 8 mars prochain.

Lundi, la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO) a délégué la Vaudoise Christelle Luisier (PLR), la Genevoise Nathalie Fontanet (PLR) et le Jurassien Stéphane Theurillat (Le Centre) pour faire passer ce message devant la presse.

Un message qui, pour l'instant, n'imprime pas dans l'opinion publique des cantons francophones, si on en croit le sondage réalisé par Tamedia (l'éditeur de «24 heures» et de la «Tribune de Genève»). Selon ce premier coup de sonde en vue de la votation, les Suisses sont partagés (50% de favorables et 48% de défavorables) par rapport à l'initiative lancée par l'UDC, l'Union suisse des arts et métiers et quelques PLR. Les minorités linguistiques que sont la Suisse romande (49% contre 49%) et le Tessin (51% contre 48%) ne se distinguent pas des Alémaniques.

«Les opinions publiques ne sont pas encore définies et c'est justement pour cela que nous sommes là aujourd'hui, commence la Genevoise Nathalie Fontanet. Il est important de faire prendre conscience à ces cantons minoritaires des pertes qui pourraient résulter de l'acceptation de

«Je pense que ce n'est qu'au moment de la diminution de l'offre médiatique que la population se rend compte de ce qu'elle perd. On l'a vu avec la presse écrite.»

Christelle Luisier
Présidente du Conseil d'État vaudois

cette initiative.» Son homologue vaudoise renchérit: «Je pense que ce n'est qu'au moment de la diminution de l'offre médiatique que la population se rend compte de ce qu'elle perd. On l'a vu avec la presse écrite.»

«Une centralisation autour de Zurich»

Actuellement, les Suisses paient une redevance de 335 francs par ménage et par an. Le conseiller fédéral Albert Rösti (UDC) a déjà annoncé qu'elle serait réduite à 300 francs d'ici 2029. L'initiative propose de passer directement à 200 francs et d'exempter les entreprises.

«Si on prend la péréquation financière entre les régions, on voit que la Suisse alémanique perçoit 73% de la redevance, mais elle en conserve seulement 44%, chiffre Christelle Luisier. Le solde est réparti entre les différentes régions de notre pays. Pour la Suisse romande, c'est 115 millions supplémentaires. C'est seulement grâce à ce mécanisme solidaire que la SSR peut garantir une offre dans toutes les régions.»

Représentant du plus «petit» canton de la minorité francophone, le Jurassien Stéphane Theurillat s'inquiète particulièrement pour les régions périphériques: «Les études montrent que la réduction des effectifs pourrait atteindre jusqu'à 60% en Suisse occidentale, contre environ 33% en Suisse alémanique. Ces effets sont disproportionnés et une centralisation, principalement autour de Zurich, est à prévoir.» Un souci de cohésion

nationale qui anime également la Genevoise Nathalie Fontanet, représentante du deuxième pôle économique du pays, après Zurich: «Les bureaux régionaux de la SSR sont de véritables relais de proximité. Aucun autre média audiovisuel n'a cette vocation de créer ce lien entre les différentes régions.»

La SSR contre les GAFAM

Le ministre de l'Économie du canton du Jura estime que le marché médiatique ne fonctionne pas comme les marchés ordinaires. Un appauvrissement de la SSR bénéficierait en premier lieu aux «grandes plateformes étrangères des secteurs numériques, en particulier les GAFAM, mais également aux grands médias des pays voisins».

En tant que média public, la SSR n'est soumise à aucun intérêt «économique ou partisan», selon Christelle Luisier: «Elle répond à une logique différente des réseaux sociaux. Elle ne subit pas le diktat de la course aux clics.» Pour la présidente du gouvernement vaudois, c'est «indispensable au bon fonctionnement de la démocratie directe suisse».

Les initiants ont fait valoir leurs arguments lors d'une conférence de presse à Berne, le 14 janvier dernier. Selon eux, leur texte «prévoit que la péréquation financière entre les régions linguistiques reste équivalente et que les chaînes de radio et de télévision privées reçoivent au moins la contribution actuelle».

La campagne est désormais lancée.